



PALAIS DE LA PORTE DORÉE

**N° DE MARCHÉ**

2	0	2	5	-	3	6	0
---	---	---	---	---	---	---	---

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES  
(CCAP)**

**OBJET : FOURNITURE ET DÉPLOIEMENT D'UNE SOLUTION LOGICIELLE DE BILLETTERIE ET DE SES MATÉRIELS ASSOCIÉS AINSI QUE DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE PRÉVENTIVE, CORRECTIVE ET ÉVOLUTIVE POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU PALAIS DE LA PORTE DORÉE**

**TITULAIRE :**

Le présent CCAP est composé de trente (30) pages.

**ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU PALAIS DE LA PORTE DORÉE**

**MUSÉE NATIONAL DE L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION**

**AQUARIUM TROPICAL**

293, avenue Daumesnil • 75012 Paris • T + 33 1 53 59 58 60 • F+ 33 1 53 59 58 66 • palais-portedoree.fr

SIRET 130 002 728 00017 • APE 9103 Z

**SOMMAIRE :**

**ARTICLE PRÉLIMINAIRE : DÉFINITIONS**

**ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ**

**ARTICLE 2 : RESPONSABLES TECHNIQUES DU SUIVI DES PRESTATIONS**

**ARTICLE 3 : PRISE D'EFFET ET DURÉE DU MARCHÉ**

**ARTICLE 4 : CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ**

**ARTICLE 5 : NATURE, LIEU D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS ET PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES OU MODIFICATIVES**

**ARTICLE 6 : FORME ET DÉTERMINATION DES PRIX**

**ARTICLE 7 : MODALITÉS DE PASSATION DES COMMANDES ET DE RÈGLEMENT DES PRESTATIONS**

**ARTICLE 8 : CONDITIONS ET MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

**ARTICLE 9 : MISES À JOUR ET NOUVELLES VERSIONS DE LOGICIELS, DOCUMENTATION TECHNIQUE**

**ARTICLE 10 : CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS – VÉRIFICATIONS**

**ARTICLE 11 : DÉCISIONS APRÈS VÉRIFICATIONS**

**ARTICLE 12 : ADMISSION – AJOURNEMENT – RÉFACTION – REJET DES PRESTATIONS**

**ARTICLE 13 : GARANTIE**

**ARTICLE 14 : DÉLAIS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

**ARTICLE 15 : RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE**

**ARTICLE 16 : PÉNALITÉS**

**ARTICLE 17 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

**ARTICLE 18 : DÉMARRAGE DES PRESTATIONS – FIN DE MARCHÉ**

**ARTICLE 19 : DÉFINITION DES RÉSULTATS ET CONNAISSANCES ANTÉRIEURES**

**ARTICLE 20 : DROITS DE PROPRIÉTÉ MATÉRIELLE ET INTELLECTUELLE AFFÉRENTS AUX RÉSULTATS**

**ARTICLE 21 : GARANTIE SUR LES DONNÉES**

**ARTICLE 22 : SOUS-TRAITANCE**

**ARTICLE 23 : SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE**

**ARTICLE 24 : RÉSILIATION**

**ARTICLE 25 : EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

**ARTICLE 26 : ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS**

**ARTICLE 27 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS**

**ARTICLE 28 : EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

## ARTICLE PRÉLIMINAIRE : DÉFINITIONS

Dans le cadre du présent CCAP, les définitions et informations listées ci-dessous s'appliquent :

L'« acheteur » est la personne publique qui conclut le marché avec le titulaire. Il s'agit ici de l'Établissement public du Palais de la porte Dorée, ci-après désigné « l'Établissement ».

Le « titulaire » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur.

La « notification » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de donner de façon certaine la date de sa réception. La date de réception qui peut être mentionnée sur un récépissé est considérée comme la date de notification.

La « réception » est la décision, prise après vérifications, par laquelle le pouvoir adjudicateur reconnaît la conformité des prestations aux dispositions du marché. La décision de réception vaut attestation de service fait et constitue le point de départ des délais de garantie.

L'« ajournement » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur qui estime que les prestations pourraient être reçues moyennant des corrections à opérer par le titulaire.

La « refaction » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur de réduire le montant des prestations à verser au titulaire lorsque ces prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être reçues en l'état.

Le « rejet » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur qui estime que les prestations ne peuvent pas être reçues même avec ajournement ou après refaction.

Tous les délais indiqués et visés dans le présent CCAP sont entendus en jours calendaires, sauf s'il en est disposé autrement dans certaines clauses du présent document.

## ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet de confier au titulaire la fourniture et le déploiement d'une solution logicielle de billetterie et de ses matériels associés ainsi que des prestations de maintenance préventive, corrective et évolutive pour répondre aux besoins de l'Établissement public du Palais de la Porte Dorée (ci-après désigné « l'Établissement »).

## ARTICLE 2 : RESPONSABLES TECHNIQUES DU SUIVI DES PRESTATIONS

### 2.1 – Pour l'Établissement

Le responsable technique du suivi de l'exécution du présent marché est le Directeur du développement, des publics et de la communication de l'Établissement, représenté par Madame Lieko LELONG, en sa qualité de Directrice adjointe en charge des publics et de la RSO (Tél. : 01-53-59-58-62 – courriel : [lieko.lelong@palais-portedoree.fr](mailto:lieko.lelong@palais-portedoree.fr)).

Le projet décrit dans le CCTP du présent marché est piloté par la Direction de la communication, des publics et de la RSO (DCPR), et notamment le Service de l'accueil et de l'expérience de visite. Au sein de la DCPR, le titulaire aura plusieurs interlocuteurs :

- Chef.fe de projet : chef.fe de service de l'accueil et de l'expérience de visite (en cours de recrutement au moment de la rédaction du marché) ;
- Référent pour le paramétrage et le suivi des tests, anomalies et montées de version : Mme Laura LA FATA, chargée de l'administration de la billetterie ;
- Référent sur la partie technique : M. Aurélien VALLET, chef du service des systèmes d'information et numérique (SSIN).

Lors des comités de pilotage, le titulaire pourra être amené à échanger avec Monsieur Benjamin BECHAUX, directeur de la communication, des publics et de la RSO et pilotant le projet.

## **2.2 – Pour le titulaire**

Dès la notification du marché et dans un délai maximum de huit (8) jours calendaires à compter de cette notification, le titulaire s'engage à désigner une personne physique (en particulier le nom, un numéro de téléphone et une adresse de courriel), responsable de l'exécution des prestations relevant du présent marché.

Cette personne sera chargée de représenter le titulaire auprès de l'Établissement pendant toute la durée d'exécution des prestations. Cette personne sera désignée en qualité de « responsable technique » du titulaire.

Ce responsable technique sera le seul interlocuteur de l'Établissement pour ce qui concerne l'exécution des prestations. Il devra rendre compte immédiatement au représentant de l'Établissement visé à l'article 2.1 ci-dessus de tout incident survenu durant l'exécution des prestations.

Ce responsable technique du titulaire sera placé sous l'autorité hiérarchique du titulaire en sa qualité d'employeur. En outre, ce responsable technique assurera la coordination, la gestion et l'organisation des prestations ainsi que le contrôle de la qualité des prestations réalisées dans le cadre du marché.

Il sera tenu de notifier par écrit et sans délai à l'Établissement les modifications pouvant survenir au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager le titulaire,
- À la forme juridique sous laquelle le titulaire exerce son activité,
- À la raison sociale ou à la dénomination du titulaire,
- À son adresse ou à son siège social,
- À ses coordonnées bancaires qui seraient modifiées,
- Aux renseignements que le titulaire a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- Aux éventuels décisions et jugements de placement de la société du titulaire en redressement ou liquidation judiciaire,
- Et, de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de sa société pouvant influencer sur le déroulement du marché.

En cas d'absence de son responsable technique, le titulaire désignera et notifiera à l'Établissement dans un délai maximum de vingt-quatre (24) heures, par écrit (courriel), une autre personne pour le remplacer, de qualification identique.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG/TIC, l'Établissement se réserve la possibilité de ne pas accepter le remplaçant proposé, dans un délai maximum de quinze (15) jours après sa désignation. Dans ce cas, le titulaire s'engage à proposer un autre remplaçant dans les mêmes conditions que celles visées ci-dessus.

L'absence de désignation d'un responsable technique par le titulaire dans les délais visés au présent article 2.2 sera susceptible de faire l'objet d'une pénalité financière à l'encontre du titulaire.

## **ARTICLE 3 : PRISE D'EFFET ET DURÉE DU MARCHÉ**

**3.1.** Le présent marché prend effet à compter de la date de sa notification au titulaire et pour une durée ferme initiale de vingt-quatre (24) mois.

Le marché sera ensuite renouvelable deux (2) fois, par tacite reconduction, par périodes annuelles consécutives de douze (12) mois, à moins que l'Établissement ne notifie au titulaire une décision

expresse de non-reconduction du marché, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai maximum de quatre (4) mois avant chaque date anniversaire de la notification du marché.

La durée maximale du marché est ainsi de quarante-huit (48) mois.

Le titulaire ne pourra s'opposer à aucune des reconductions tacites acceptées par l'Établissement.

**3.2.** Le démarrage effectif des prestations du marché se fera à **l'issue de la mise en production** de la solution logicielle, soit au plus tard le **2 janvier 2026**. L'échéance du présent marché sera calculée à partir de cette date de démarrage effectif pour la durée visée ci-dessus.

**3.3.** Le présent marché pourra être dénoncé à tout moment, par l'Établissement, sur décision motivée et notifiée au titulaire, en respectant un délai de préavis de quatre (4) mois.

## **ARTICLE 4 : CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ**

### **4.1 – Modifications du marché**

Conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié sans nouvelle mise en concurrence dans les conditions prévues par voie réglementaire, soit lorsque :

- Les modifications seront prévues dans les documents du présent marché ;
- Des travaux, fournitures ou services supplémentaires seront devenus nécessaires ;
- Les modifications seront rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- Un nouveau titulaire se substituera au titulaire initial du marché ;
- Les modifications ne seront pas substantielles ;
- Les modifications seront de faible montant.

En l'espèce, des modifications au marché pourront notamment être mises en œuvre sur les éléments ou événements suivants (sans que le titulaire ne puisse s'y opposer) : en cas d'acquisition par l'Établissement d'un serveur permettant un hébergement total ou partiel de la solution logicielle ; en cas de fermeture temporaire, partielle ou totale, exceptionnelle ou non de l'Établissement.

L'Établissement informera le titulaire de la survenance de l'évènement concerné par écrit et dans les meilleurs délais.

La ou les modifications seront à formaliser par voie d'avenant signé entre les parties dans un délai maximum de huit (8) semaines à compter de l'information par l'Établissement au titulaire de la survenance de l'évènement. Le titulaire ne pourra s'opposer à la mise en œuvre de l'avenant concerné.

En outre, lorsque 80% du maximum du présent marché a été atteint, l'Établissement en informe le titulaire. Dans un délai de quinze jours calendaires à compter de cette information, les parties échangent sur la possibilité de modifier à la hausse le maximum de l'accord-cadre dans la limite de 20% du maximum initial.

L'accord entre les parties en vue d'augmenter le maximum du marché sera formalisé par voie d'avenant. Le maximum modifié du marché n'est applicable qu'après notification par l'Établissement de l'avenant signé au titulaire.

### **4.2 – Notifications**

La notification au titulaire des décisions ou informations de l'Établissement qui font courir un délai sera faite soit :

- Directement au titulaire ou à son représentant (responsable technique) dûment habilité tel que désigné à l'article 2.2 ci-dessus, contre récépissé ;
- Par échanges écrits dématérialisés ou sur supports électroniques (courriels avec accusé de réception) ;
- Par tout autre moyen écrit permettant d'attester de façon certaine la date de réception par le titulaire de la décision prise ou de l'information donnée par l'Établissement.

## **ARTICLE 5 : NATURE, LIEU D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS ET PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES OU MODIFICATIVES**

### **5.1 – Nature des prestations**

Les prestations objet du présent marché consistent en la fourniture et le déploiement d'un logiciel de billetterie, de ses matériels associés pour répondre aux besoins de l'Établissement public du Palais de la Porte Dorée ainsi que des prestations de maintenance préventive, corrective et évolutive associées.

Le détail des prestations à réaliser dans le cadre du marché figure dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du marché.

#### **5.1.1 – Prestations forfaitaires**

Les prestations relevant de la part forfaitaire du marché sont celles à réaliser par le titulaire de façon obligatoire et sont visées dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) annexée à l'acte d'engagement (annexe 2).

#### **5.1.2 – Prestations hors forfait (sur bons de commande selon le BPU)**

Les prestations relevant de la part à commande du marché feront l'objet, au fil de l'émergence de besoins de l'Établissement, de la passation de bons de commande adressés par l'Établissement au titulaire. Elles seront réalisées et facturées par le titulaire sur la base du bordereau des prix unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement du marché (annexe 3).

### **5.2 – Lieu d'exécution des prestations**

Le Palais de la Porte Dorée, d'une superficie de 17 000 m<sup>2</sup>, est un édifice partiellement classé au titre des Monuments historiques par arrêté du 30 décembre 1987.

Depuis 2012, le Musée national de l'histoire de l'immigration (créé en 2007) et l'Aquarium tropical (ouvert depuis 1931) sont réunis au sein de l'Établissement public du Palais de la Porte Dorée, établissement public national à caractère administratif, classé établissement recevant du public (ERP) de 2<sup>e</sup> catégorie de type Y, avec des activités L, R, S, W et N, pour une jauge totale de 1 450 personnes.

L'effectif de l'Établissement comprend environ 100 personnes.

Les prestations objet du marché s'exécuteront :

- Soit depuis le site géographique du titulaire, ces prestations étant réalisées à distance, en particulier par voie électronique ;
- Soit sur le site géographique de l'Établissement.

Les dispositions de l'article 17 du CCAG/TIC seront applicables au présent marché.

### **5.3 – Prestations supplémentaires et modificatives**

Les dispositions du présent article se réfèrent aux dispositions de l'article 25 du CCAG/TIC.

**5.3.1.** Pendant l'exécution du marché, l'Établissement pourra prescrire au titulaire, par ordre de service, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Le titulaire ne devra apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

**5.3.2.** Lorsque le marché n'a pas prévu de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'Établissement au titulaire, l'ordre de service mentionné ci-dessus fixera provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives.

**5.3.3.** Ces prix provisoires, permettant une juste rémunération du titulaire, seront arrêtés par l'Établissement après consultation du titulaire. Ils seront utilisés pour le règlement des acomptes jusqu'à la fixation du prix définitif. Le titulaire sera réputé avoir accepté les prix provisoires si, dans le délai de trente (30) jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation à l'Établissement en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose. En cas de désaccord, l'Établissement règlera provisoirement les sommes qu'il aura admises.

Lorsque l'Établissement et le titulaire seront d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci feront l'objet d'un avenant, sauf si les prix sont devenus définitifs dans le silence du titulaire en application de l'alinéa précédent.

**5.3.4.** Le titulaire ne sera pas tenu de se conformer à un ordre de service mentionné à l'article 5.3.1 ci-dessus lorsque cet ordre de service n'aura fait l'objet d'aucune valorisation financière.

Un tel refus d'exécuter opposé par le titulaire ne sera toutefois recevable que s'il est notifié par écrit, avec les justifications nécessaires, à l'Établissement, dans le délai de quinze (15) jours suivant la notification de l'ordre de service prescrivant les prestations.

## **ARTICLE 6 : FORME ET DÉTERMINATION DES PRIX**

Les prix du présent marché seront établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois précédant la date limite de retour des offres, soit le mois de juin 2025 (mois « M0 »).

### **6.1 – Détermination des prix**

#### **6.1.1 – Partie forfaitaire**

Le montant forfaitaire du marché figure dans l'acte d'engagement, conformément à son annexe 2, la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

#### **6.1.2 – Part à bons de commande**

Le montant des prestations relevant de la part à commande du marché sera déterminé par l'application des prix indiqués au bordereau des prix unitaires (BPU) du marché (annexe 3 à l'acte d'engagement) aux prestations commandées par l'Établissement et réellement exécutées par le titulaire.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article 7.1.2 ci-après, des commandes pourront être passées par l'Établissement pour la réalisation de prestations ne figurant ni dans la DPGF, ni dans le BPU. Ces commandes seront réalisées à la suite d'une demande par l'Établissement de devis au titulaire pour le chiffrage de la prestation à réaliser.

### **6.2 – Composition des prix**

### 6.2.1 – Règles générales

Les prix du présent marché sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport des matériels et personnels du titulaire jusqu'au lieu de réalisation des prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

Les frais supplémentaires, notamment de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations par l'Établissement seront également à la charge du titulaire.

### 6.2.2 – Prestations de maintenance

La rémunération du titulaire au titre de la maintenance couvrira notamment la valeur des éventuelles pièces ou éléments des outillages ou ingrédients nécessaires, ainsi que les frais de la main-d'œuvre qui leur sera affectée, y compris les indemnités de déplacement et les frais nécessités par les modifications mentionnées à l'article 39 du CCAG/TIC (modifications apportées aux prestations livrées sur l'initiative du titulaire).

La rémunération de la maintenance ne couvre pas les prestations suivantes, qui restent à la charge de l'Établissement :

- Les modifications demandées par l'Établissement aux spécifications du matériel prévues par le marché ;
- La réparation des défauts de fonctionnement dus à une faute de l'Établissement ou causées par un emploi du matériel non conforme aux règles figurant dans les documents fournis par le titulaire ;
- La réparation des défauts de fonctionnement causés par les défauts de l'installation incombant à l'Établissement ;
- La réparation des défauts de fonctionnement causés par une adjonction de matériel d'autre origine, par une personne autre que le titulaire ou une personne désignée par lui, pour effectuer cette adjonction.

## 6.3 – Révision des prix (forfaitaires et unitaires)

Les prix du présent marché (prévus à la DPGF et au BPU) seront fermes pour la première année d'exécution.

À l'issue de cette première période annuelle et à la date anniversaire du marché (c'est-à-dire la date anniversaire de la notification), les prix pourront être révisés par le titulaire par application de la formule suivante :

$$P = P_o [0,15 + 0,85 \left( \frac{\text{SYNTEC Rev}}{\text{SYNTEC Rev-o}} \right)]$$

Dans laquelle :

P : prix révisé,

P<sub>o</sub> : Prix de base du marché (au mois Mo),

SYNTEC-Rev (Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 71.12 – Services d'ingénierie et services de conseil technique connexes et géomètres) : Dernier indice connu à chaque date anniversaire du marché, tel que publié au bulletin INSEE (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766441>) ou tout autre support de parution reconnu officiellement,

SYNTEC-Rev-o (Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 71.12 – Services d'ingénierie et services de conseil technique connexes et géomètres) : Valeur de l'indice de référence retenu au mois Mo, tel que figurant au bulletin INSEE ou tout autre support de parution officiellement reconnu.



Les prix ainsi obtenus seront fermes pour la période annuelle en cours, que les coefficients des indices publiés et utilisés pour la révision soient provisoires ou définitifs.

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG/TIC, le coefficient obtenu sera arrondi au millième supérieur. Les prix ainsi obtenus seront fermes pour toute la période annuelle concernée par la révision.

Si le titulaire souhaite faire application d'une révision des prix du marché conformément aux dispositions du présent article, **il en informera expressément le représentant de l'Établissement visé à l'article 2.1 ci-dessus, par lettre recommandée avec accusé de réception, en lui précisant les détails et toutes les explications de ses calculs pour la révision des prix et en lui fournissant tous les justificatifs de parution des indices utilisés pour la révision et les nouveaux tarifs ainsi révisés (c'est-à-dire la DPGF et le BPU mis à jour).**

**Cette révision annuelle des prix du marché ne pourra intervenir que dans une période comprise entre le mois précédent la date anniversaire de la notification du marché et le mois suivant cette date.** Passé ce délai, le titulaire sera réputé renoncer à une révision des prix pour la période annuelle suivante.

Les nouveaux prix et tarifs tels que révisés deviendront opposables à l'Établissement et applicables à compter de la date anniversaire du marché, sous réserve d'avoir été préalablement adressés à l'Établissement par lettre recommandée avec accusé de réception (AR) et dans les délais et conditions susmentionnés et sous réserve de la régularité des calculs opérés par le titulaire.

#### **6.4 – Clause de sauvegarde**

L'Établissement se réserve la possibilité de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date de révision des prix, lorsque celle-ci conduira à une augmentation du montant forfaitaire annuel du marché de plus de trois pour cent (3 %).

### **ARTICLE 7 : MODALITÉS DE PASSATION DES COMMANDES ET DE RÈGLEMENT DES PRESTATIONS**

#### **7.1 – Modalités de passation des commandes**

##### **7.1.1 – Passation de commandes sur BPU (hors forfait)**

Les prestations prévues au BPU du marché seront commandées au titulaire au-fur-et-à-mesure de l'émergence des besoins de l'Établissement par la passation de bons de commande. Chaque bon de commande sera adressé par l'Établissement au titulaire par tout moyen de communication adapté (notamment par voie électronique ou par courrier postal).

Chaque bon de commande devra obligatoirement préciser :

- La référence du présent marché et de chaque éventuel avenant,
- Le numéro et la date de la commande qui vaut date de validité,
- L'identification de la direction ou du service bénéficiaire,
- La désignation précise et détaillée des prestations y compris les frais annexes,
- Les dates et heures limites d'exécution,
- Les conditions et l'adresse précise d'exécution,
- La détermination des quantités, le détail des prix hors taxe et le taux de TVA appliqué,
- Le montant total hors taxe (HT) de la commande,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Et le montant total toutes taxes comprises (TTC) de la commande.

Le titulaire sera tenu d'exécuter intégralement les commandes émises par l'Établissement, quel qu'en soit le montant, les quantités demandées et les délais fixés. Chaque commande devra faire l'objet d'une facturation séparée par bon commande émis et validé. Le délai d'exécution de chaque bon de commande aura pour point de départ sa date de notification au titulaire.

En tout état de cause, la durée d'exécution de chaque bon de commande ne pourra faire excéder la durée de validité du présent marché d'une durée de plus d'un (1) mois.

#### **7.1.2 – Passation de commandes de prestations hors BPU (sur devis)**

Des prestations complémentaires non comprises dans le BPU du marché, dont l'Établissement pourrait avoir besoin, pourront faire l'objet d'une demande de chiffrage auprès du titulaire par voie de devis. Dans ce cas, l'Établissement sollicitera le titulaire en lui adressant une liste exhaustive des prestations à réaliser.

Le titulaire disposera d'un délai maximum de cinq (5) jours calendaires à compter de sa réception de la sollicitation de l'Établissement pour adresser, par tout moyen, son devis à l'Établissement. En cas de devis dûment accepté, l'Établissement émettra alors un bon de commande correspondant au contenu du devis, dans les mêmes conditions que celles visées à l'article 7.1.1 ci-dessus.

Si le titulaire n'adresse pas de devis à l'Établissement dans le délai susmentionné, il sera réputé avoir renoncé à honorer la demande de chiffrage de l'Établissement et ce dernier pourra dès lors s'adresser à tout autre opérateur économique de son choix pour obtenir un chiffrage et procéder à l'exécution des prestations concernées.

### **7.2 – Modalités de règlement des prestations**

#### **7.2.1 – Prestations commandées sur BPU et sur devis**

Les sommes qui correspondent aux prestations commandées sur BPU et réellement exécutées par le titulaire seront acquittées par l'Établissement après constatation du service fait et sur présentation de factures établies par le titulaire.

Il en sera de même pour les sommes dues au titre de prestations ne faisant pas partie du BPU, commandées par l'Établissement sur devis et réellement exécutées par le titulaire.

#### **7.2.2 – Prestations forfaitaires**

Les prestations forfaitaires seront réglées mensuellement, après constatation de service fait par l'Établissement et conformément aux prix visés dans la DPGF.

#### **7.2.3 – Dispositions communes (prestations forfaitaires, sur BPU et sur devis)**

Les règlements interviendront sur présentation par le titulaire d'une facture.

Chaque facture du titulaire portera obligatoirement, outre les indications légales, les indications suivantes :

- la désignation de la personne publique contractante,
- le nom et l'adresse du titulaire,
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement,
- les références (n° et date) du marché et de chaque avenant éventuel,
- les références de la direction ou service bénéficiaire,
- les références (n° et date) du bon de commande,
- les désignations et les quantités des prestations réalisées,
- les prix unitaires en vigueur à la date de la commande,
- les montants HT des prestations,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total TTC des prestations,
- la date et le numéro de la facture.

Les factures devront obligatoirement porter la référence du marché (n° 2025-360) et être adressées à l'Établissement de façon dématérialisée sur le portail « CHORUS PRO » à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr> en indiquant le numéro de SIRET de l'Établissement (N°130 002 728 00017) et le numéro d'engagement de la dépense présent sur le bon de commande ou préalablement communiqué par l'Établissement. Aucun code service n'est à saisir.

Le comptable assignataire chargé de l'exécution des recettes et des dépenses de l'Établissement est l'agent comptable de l'Établissement.

### 7.3 – Délai global de paiement

Conformément aux dispositions des articles L. 2192-10 et R. 2192-10 et suivants du code de la commande publique relatives au délai global de paiement, les sommes dues en exécution du marché seront payées dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture, sous réserve que l'Établissement ait bien attesté d'une réalisation des prestations objet de la facture conforme aux prescriptions du présent marché.

Conformément aux dispositions des articles L. 2192-12 et R. 2192-31 du code de la commande publique, en cas de défaut de paiement dans le délai visé ci-dessus, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne (BCE) à son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

### 7.4 – Acceptation du montant de la facture

L'Établissement vérifiera le montant indiqué sur la facture du titulaire et le complètera éventuellement en calculant les avances à rembourser, les pénalités à appliquer et/ou les réfections éventuelles.

Le montant définitif à régler au titulaire sera arrêté par l'Établissement. Il sera notifié au titulaire si la facture a été modifiée ou si elle a été complétée. Passé un délai de trente (30) jours calendaires à compter de cette notification, le titulaire sera réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

### 7.5 – Modalités de paiement en cas de désaccord

En cas de désaccord entre le titulaire et l'Établissement, le paiement sera effectué par virement bancaire, sur la base provisoire des sommes admises par l'Établissement, déduction faite des éventuelles pénalités dues et/ou autres réfections à déduire.

## ARTICLE 8 : CONDITIONS ET MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

### 8.1 – Obligations générales

Le présent marché emporte une **obligation de résultat** à la charge du titulaire pour l'exécution de l'ensemble des prestations objet du marché.

Le titulaire garantit par ailleurs à l'Établissement :

- Le respect des conditions de fonctionnement des appareils, équipements annexes et installations (spécifications techniques des constructeurs) objet des prestations du marché,
- La gestion des incidents signalés par les utilisateurs par les moyens mis à disposition par le titulaire (« hotline », accès à l'outil d'enregistrement et de traitement des incidents, etc.),
- Prendre les précautions et les mesures nécessaires à la réalisation des prestations en milieu occupé (réalisation de certaines prestations en dehors des heures ouvrées par exemple),
- Des performances optimales de fonctionnement de la solution logicielle et des matériels et équipements annexes, objet des prestations du marché,
- La fiabilité et la pérennité de la solution logicielle, des matériels et équipements annexes, objet des prestations du marché,
- La recherche permanente de l'amélioration des résultats au moindre coût.

Le titulaire est par ailleurs tenu à une obligation générale de conseil vis-à-vis de l'Établissement, en informant de toutes nouveautés organisationnelles, fonctionnelles, légales ou techniques permettant d'améliorer le service rendu en matière de qualité et/ou de prix.

## **8.2 – Obligation de confidentialité**

Le titulaire est tenu à une obligation générale de confidentialité renforcée concernant l'ensemble des informations et documents dont il aura connaissance dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché et qui seraient relatives à l'Établissement, son organisation et/ou son fonctionnement et au présent marché en particulier, que ces informations et documents lui aient été préalablement signalés par l'Établissement comme présentant un caractère confidentiel ou non.

Le titulaire sera responsable du respect de cette obligation de confidentialité par ses salariés, personnels et par ses éventuels sous-traitants et, de manière générale, par l'ensemble des personnes intervenant à sa demande et sous sa responsabilité pour l'exécution des prestations objet du marché et il garantit l'Établissement à cet égard.

En cas de violation de la présente obligation de confidentialité par un membre de son personnel ou par toute autre personne intervenant dans l'exécution de prestations à sa demande, le titulaire encourra une pénalité financière, conformément aux dispositions de l'article 16 des présentes.

## **8.3 – Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail**

Conformément aux dispositions de l'article 6.1 du CCAG/TIC, les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il sera également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) lorsque celles-ci ne seront pas intégrées dans les lois et les règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire devra être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du présent marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'Établissement.

Par dérogation à l'article 6.2 du CCAG/TIC, en cas d'évolution de la législation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, le titulaire sera tenu de se conformer aux règles nouvelles qui s'appliquent sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant au présent marché, à moins que le changement de réglementation entraîne des modifications des modalités d'exécution des prestations prévues au présent marché, auquel cas un avenant sera signé entre les parties.

## **8.4 – Consignes et accès à l'Établissement**

Le titulaire devra respecter les consignes d'accès et de sécurité qui lui seront communiquées par l'Établissement, en particulier en matière d'entrée et de sortie des personnes et des biens de l'Établissement. Il devra également respecter les consignes d'accès distant et de sécurité relatives aux systèmes et serveurs, qui lui seront communiquées par l'Établissement.

La responsabilité du titulaire pourra être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel en matière de contrôle des entrées et des sorties des personnes, ainsi qu'en matière de contrôle des sorties de documents de toute nature, objets, matériels ou marchandises par son personnel. Sa responsabilité pourra être également recherchée en cas de non-respect des consignes d'accès distant et de sécurité des systèmes et serveurs et de dissimulation, de détournement ou de dissipation de toute information.

## **8.5 – Retour d'informations : comptes-rendus d'intervention et d'incidents**

L'ensemble des interventions effectuées par les personnels du titulaire donnera lieu, chaque mois, à la rédaction par celui-ci d'un compte rendu écrit adressé par voie électronique à l'Établissement.

Il portera, en ce qui concerne les opérations de maintien en condition opérationnelle réalisées, les observations telles que les anomalies constatées, les risques de détérioration et, de façon générale, tout ce qui se rapporte au fonctionnement normal de la solution logicielle et des matériels associés de l'Établissement.

## **ARTICLE 9 : MISES À JOUR ET NOUVELLES VERSIONS DE LOGICIELS, DOCUMENTATION TECHNIQUE**

### **9.1 – Mises à jour et nouvelles versions de logiciels**

Conformément aux dispositions de l'article 22.1 du CCAG/TIC, les prestations comprenant la livraison de logiciels standards ou de logiciels spécifiques comprennent également, pendant toute la durée du marché, la livraison gracieuse en faveur de l'Établissement des mises à jour qui leur sont apportées ainsi que la livraison de leurs nouvelles versions.

Le prix de ces mises à jour ou de ces nouvelles versions est en effet déjà inclus dans le prix du présent marché.

### **9.2 – Documentation technique**

Conformément aux dispositions de l'article 22.2 du CCAG/TIC, le titulaire sera tenu de livrer avec chaque matériels et/ou chaque logiciel objet du marché, une documentation technique en langue française indiquant les modalités de leur mise en fonction. Il en sera de même à chaque livraison de mise à jour ou de nouvelle version de logiciel.

Le prix de cette documentation technique est inclus dans le prix du présent marché.

Cette documentation technique devra donner la composition et les caractéristiques du logiciel, ainsi que ses procédures d'utilisation. Elle devra être rédigée en langue française et transmise à l'Établissement (par voie électronique sous forme de fichiers informatiques) au plus tard à la livraison de la solution logicielle et/ou de chaque mise à jour ou nouvelle version le cas échéant.

## **ARTICLE 10 : CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS – VÉRIFICATIONS**

### **10.1 – Installation et mise en ordre de marche (MOM)**

Conformément aux dispositions de l'article 29 du CCAG/TIC, l'installation et la mise en ordre de marche de la solution logicielle seront réalisées par le titulaire.

À cet effet, il disposera d'un délai maximal d'un (1) mois à compter de la date contractuelle de livraison pour effectuer la mise en ordre de marche. Le titulaire remettra un procès-verbal de mise en ordre de marche à l'Établissement.

Le délai initialement prévu pour la mise en ordre de marche pourra faire l'objet d'un sursis ou d'une prolongation de délai dans les conditions prévues à l'article 13.3 du CCAG/TIC.

### **10.2 – Opérations de vérification**

#### **10.2.1 – Point de départ du délai pour les opérations de vérifications**

Conformément aux dispositions de l'article 30.1 du CCAG/TIC, le point de départ du délai pour la réalisation des opérations de vérification par l'Établissement sera la date de notification par le titulaire à l'Établissement du procès-verbal (PV) de mise en ordre de marche.

#### **10.2.2 – Frais de vérification**

Conformément aux dispositions de l'article 30.2.1 du CCAG/TIC, quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraîneront seront à la charge de l'Établissement pour les

opérations qui, conformément aux dispositions du marché, devront être exécutées dans ses propres locaux. Ils seront à la charge du titulaire dans les autres cas.

Toutefois, lorsqu'une des parties aura accepté de faire exécuter dans ses propres locaux des essais qui, conformément au marché, auraient dû être effectués dans ceux de l'autre partie, les frais correspondants seront à la charge de cette dernière.

### **10.2.3 – Présence du titulaire**

Par dérogation aux dispositions de l'article 30.3 du CCAG/TIC, les vérifications seront réalisées par l'Établissement seul, sans que le titulaire ne soit présent.

Conformément aux dispositions de l'article 30.3 du CCAG/TIC, l'Établissement avisera le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications, afin de lui permettre d'y assister ou de se faire représenter.

L'absence du titulaire dûment avisé, ou de son représentant, ne fera pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.

## **10.3 – Vérifications quantitative et qualitative**

Les prestations, une fois exécutées, seront soumises à vérifications quantitatives et qualitatives destinées à constater qu'elles répondent aux dispositions et prescriptions du présent marché.

Les vérifications quantitatives et qualitatives seront effectuées au moment même de l'exécution des prestations, conformément aux articles 31 et 32 du CCAG/TIC et telles que détaillées ci-après.

### **10.3.1 – Vérifications quantitatives**

Les opérations de vérification quantitatives auront pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée ou la prestation effectuée et la quantité ou la prestation commandée par l'Établissement.

### **10.3.2 – Vérifications qualitatives**

Les opérations de vérification qualitatives auront pour objet de permettre à l'Établissement de contrôler notamment que le titulaire a :

- Mis en œuvre les moyens définis au présent marché conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- Réalisé les prestations définies au présent marché comme étant à sa charge conformément aux dispositions contractuelles.

Les opérations de vérifications qualitatives comporteront deux étapes : la vérification d'aptitude (VA) et la vérification de service régulier (VSR).

### **10.3.3 – Vérification d'aptitude (VA)**

Conformément à l'article 32.3 du CCAG/TIC, la VA interviendra après la mise en ordre de marche. Elle aura pour objet de constater que les prestations, livrées ou exécutées, le cas échéant sous environnement de test, présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans les documents du présent marché.

Une campagne de recette fonctionnelle sera menée par les équipes de l'Établissement pour s'assurer du bon fonctionnement de la solution dans le cadre de la présente procédure de VA. Cette procédure est un préalable à la mise en production de la solution logicielle.

L'ensemble des tests réalisés au titre de la VA se déroulera dans les conditions réelles avec le matériel prévu pour l'exploitation (ex : environnement de test mis à jour).

L'Établissement exécutera des tests afin de vérifier que l'ensemble des fonctionnalités prévues sont présentes et qu'il n'y a aucune anomalie.

La fin de la phase de tests sera conclue par un procès-verbal, avec ou sans réserve.

Les éventuelles anomalies relevées seront classifiées selon trois degrés suivants :

- Constitue une **anomalie bloquante** tout dysfonctionnement empêchant l'exécution normale d'une fonctionnalité essentielle ou l'utilisation normale de la solution logicielle dans l'environnement de production, sans solution de contournement possible.

Seront notamment considérées comme des anomalies bloquantes les cas suivants :

- Impossibilité d'effectuer une vente en caisse pour un ou plusieurs produits sur une ou plusieurs caisses ;
  - Impossibilité d'effectuer une vente en caisse avec un moyen de paiement (ex : carte bleue) sur une ou plusieurs caisses ;
  - Impossibilité d'éditer un billet ou une carte d'abonnement sur une ou plusieurs caisses ;
  - Impossibilité d'effectuer une vente en ligne ;
  - Impossibilité de contrôler des billets au niveau du contrôle d'accès ;
  - Impossibilité de créer et/ou modifier un paramétrage en backoffice ;
  - Impossibilité de réaliser un dossier de réservation en backoffice ;
  - Impossibilité d'éditer un rapport en backoffice.
- Constitue une **anomalie majeure non bloquante** tout dysfonctionnement ne permettant le fonctionnement de la solution logicielle que sur une partie de ses fonctionnalités et entraînant des dysfonctionnements en production.
  - Constitue une **anomalie mineure** tout dysfonctionnement gênant permettant de poursuivre l'exploitation de la solution logicielle dans l'ensemble de ses fonctionnalités, mais au moyen de procédures inhabituelles.

Un outil web de suivi des anomalies devra être mis à disposition de l'Établissement par le titulaire.

L'Établissement arrêtera sa décision selon les modalités précisées aux articles 11 et 12 du présent CCAP. Si la décision de VA est positive, la vérification de service régulier (VSR) pourra débuter.

#### 10.3.4 – Vérification de service régulier (VSR)

Conformément à l'article 32.4 du CCAG/TIC, la VSR aura pour objet de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation prévues dans les documents du présent marché.

Par dérogation audit article 32.4 alinéa 3 du CCAG/TIC, la régularité du service s'observera pendant une durée de deux (2) mois à partir du jour de la décision positive de la vérification d'aptitude (VA) prise par l'Établissement.

Le service sera réputé régulier si la durée, cumulée sur les deux (2) mois, des indisponibilités imputables à chaque élément du ou des logiciel(s) ne dépasse pas deux pour cent (2%) de la durée d'utilisation effective de la solution logicielle de billetterie qui est de six jours sur sept, de 10h00 à 17h30 en semaine et de 10h00 à 19h00 le week-end pour la vente in situ, et sept jours sur sept, 24h/24 pour la vente en ligne.

Il incombera au titulaire de communiquer à l'Établissement les données lui permettant de procéder à ces vérifications.

L'Établissement arrêtera sa décision selon les modalités précisées aux articles 11 et 12 ci-après.

## **ARTICLE 11 : DÉCISIONS APRÈS VÉRIFICATIONS**

Dans le cas du présent marché, qui comporte des prestations distinctes, la livraison de chaque prestation fera l'objet de vérifications et de décisions distinctes, conformément aux dispositions de l'article 33 du CCAG/TIC.

### **11.1 – À l'issue des vérifications quantitatives**

À l'issue des opérations de vérifications quantitatives, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du présent marché, l'Établissement pourra décider de les accepter en l'état ou de mettre en demeure le titulaire dans un délai qu'il prescrira :

- Soit de reprendre l'excédent fourni ;
- Soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fera pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

### **11.2 – À l'issue des vérifications qualitatives**

#### **11.2.1 – À l'issue de la vérification d'aptitude**

Le délai imparti à l'Établissement pour procéder à la VA et notifier sa décision est d'un (1) mois à partir de la date de notification par le titulaire à l'Établissement du procès-verbal de mise en ordre de marche.

Si l'Établissement n'est pas en mesure de prendre une décision positive de VA, il prendra une décision d'ajournement ou de rejet, selon les modalités de l'article 12 ci-après du présent CCAP.

En cas d'ajournement, une nouvelle mise en ordre de marche pourra être exécutée à la demande de l'Établissement.

#### **11.2.2 – À l'issue de la vérification de service régulier (VSR)**

L'Établissement disposera d'un délai maximum de sept (7) jours à compter de la fin de la durée de la période de (2) mois de la VSR, pour notifier par écrit au titulaire sa décision de VSR.

Si le résultat de la VSR est positif, l'Établissement prendra une décision de réception des prestations.

Si le résultat de la VSR est négatif, il prendra une décision écrite qu'il notifiera au titulaire, soit :

- D'ajournement avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire maximale d'un (1) mois ;
- De réception avec réfaction ;
- De rejet.

Si l'Établissement ne notifie pas sa décision dans le délai susmentionné, le résultat de la VSR sera considéré comme positif et les prestations seront réputées reçues.

## **ARTICLE 12 : ADMISSION – AJOURNEMENT – RÉFACTION – REJET DES PRESTATIONS**

### **12.1 – Admission des prestations**

L'Établissement prononcera l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux prescriptions du présent marché. L'admission prendra effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou, en l'absence de décision expresse, dans un délai de sept (7) jours suivant la période de deux (2) mois, nécessaire à la VSR.



La réception des éventuels matériels acquis par l'Établissement dans le cadre du marché entraînera le transfert de leur propriété matérielle au profit de ce dernier.

## **12.2 – Ajournement des prestations**

L'Établissement, s'il estime que les prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, pourra décider d'ajourner la réception des prestations par une décision motivée. Cette décision invitera le titulaire à présenter à nouveau à l'Établissement les prestations ainsi mises au point, dans un délai de 15 (quinze) jours.

Le titulaire devra faire connaître son acceptation dans un délai de dix (10) jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'Établissement aura le choix de prononcer la réception des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées ci-après, dans un délai de quinze (15) jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix (10) jours, tel que visé ci-dessus.

Le silence de l'Établissement au-delà de ce délai de quinze (15) jours, vaudra décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point après la décision d'ajournement desdites prestations, l'Établissement disposera à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

Dans le cas où les opérations de vérification auront été effectuées dans les locaux de l'Établissement, le titulaire disposera d'un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour enlever les biens ayant été l'objet de la décision d'ajournement. Passé ce délai, les biens vérifiés pourront être évacués ou détruits par l'Établissement, aux frais du titulaire.

## **12.3 – Réfaction**

Lorsque l'Établissement estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux prescriptions du présent marché, pourront néanmoins être reçues en l'état, il pourra les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision devra être motivée. Elle ne pourra être notifiée au titulaire qu'après qu'il aura été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze (15) jours suivant la décision de réception avec réfaction, il sera réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'Établissement disposera ensuite de quinze (15) jours pour lui notifier une nouvelle décision.

À défaut d'une telle notification, l'Établissement sera réputé avoir accepté les observations du titulaire.

## **12.4 – Rejet des prestations**

Lorsque l'Établissement estimera que les prestations sont non conformes aux prescriptions des documents du présent marché et ne peuvent être admises en l'état, il en prononcera le rejet partiel ou total.

Cette décision de rejet devra être motivée. Elle ne pourra être notifiée au titulaire qu'après qu'il aura été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire sera tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Le titulaire disposera d'un délai d'un (1) mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai sera écoulé, elles pourront être détruites ou évacuées par l'Établissement, aux frais du titulaire.

Lorsque la mauvaise qualité ou défectuosité des fournitures ou matériaux remis par l'Établissement, et entrant dans la composition des prestations, sera à l'origine du défaut de conformité des prestations aux prescriptions du marché, l'Établissement ne pourra prendre une décision d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet :

- Si le titulaire a, dans un délai de quinze (15) jours à partir de la date à laquelle il aura eu la possibilité de les constater, informé l'Établissement des défauts des approvisionnements, matériels ou équipements remis, réserve faite des vices cachés ne pouvant être décelés avec les moyens dont il dispose ;
- Et que l'Établissement a décidé que les approvisionnements, matériels ou équipements devaient néanmoins être utilisés et notifié sa décision au titulaire.

## **ARTICLE 13 : GARANTIE**

Les dispositions du présent article sont conformes aux dispositions de l'article 36 du CCAG/TIC.

### **13.1 – Champ d'application de la garantie**

Les prestations objet du présent marché font l'objet d'une garantie minimale d'un (1) an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision de réception des prestations.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'engage à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable directement à l'Établissement.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériels nécessités par la remise en état et/ou le remplacement d'éléments de la prestation, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'Établissement un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Pendant le délai de garantie, le titulaire devra exécuter les réparations qui lui sont prescrites par l'Établissement. Il pourra en demander le règlement s'il justifie par des éléments objectifs que la mise en jeu de la garantie n'est pas justifiée.

### **13.2 – Prolongation du délai de garantie**

Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'expiration complète des remises en état.

## **ARTICLE 14 : DÉLAIS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

### **14.1 – Délais d'exécution**

Le délai d'exécution des prestations forfaitaires sera fixé dans le calendrier définitif d'exécution des prestations.

Le délai d'exécution de chaque prestation hors forfait (sur BPU ou hors BPU, sur devis dûment validé par l'Établissement) sera fixé dans chaque bon de commande.

Le délai de validité d'un bon de commande ne pourra faire excéder de plus d'un (1) mois, lors de sa dernière année d'exécution, la durée contractuellement arrêtée du présent marché.

## **14.2 – Prolongation des délais d'exécution**

Conformément à l'article 13.3 du CCAG/TIC, lorsque le titulaire sera dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait de l'Établissement ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'Établissement prolongera le délai d'exécution.

Le titulaire devra signaler par écrit à l'Établissement toutes les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.

## **14.3 – Expiration des délais**

En cas d'exécution des prestations dans les locaux de l'Établissement, la date d'expiration du délai d'exécution sera la date de livraison ou de l'achèvement desdites prestations.

Lorsque le marché aura prévu que l'admission se fait dans les locaux du titulaire, la date d'expiration du délai d'exécution sera celle prévue pour l'admission.

En cas d'inachèvement des prestations à la date limite de validité du marché, le délai d'exécution des prestations expirera à la date limite de validité du marché, à l'exception des bons de commande qui auront été émis pendant la validité du marché.

## **ARTICLE 15 : RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE**

Le titulaire s'engage à contracter toutes les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Établissement (comprenant ses biens mobiliers, immobiliers et son personnel) et des tiers, victimes d'accidents et/ou de dommages, directs et indirects, matériels et corporels, causés par le titulaire et ses préposés dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Le titulaire sera également seul responsable et devra assumer seul les conséquences de tout dommage causé à son personnel et à son matériel, ceux de l'Établissement (comprenant notamment tout dommage direct ou indirect, matériel ou immatériel, mobilier ou immobilier et tout dommage subi par son personnel) ou à des tiers, du fait de l'exécution des prestations objet du marché.

À la notification du présent marché et conformément aux dispositions du règlement de la consultation, le titulaire a d'ores et déjà remis obligatoirement à l'Établissement une attestation justifiant qu'il a contracté les assurances nécessaires à la réalisation des prestations objet du marché.

Le titulaire s'engage à transmettre à l'Établissement une nouvelle attestation d'assurance en vigueur si la durée de validité de l'attestation transmise initialement est inférieure à la durée du marché, de façon que l'Établissement dispose d'une attestation valide pendant toute la durée du marché. La nouvelle attestation d'assurance en vigueur devra être transmise par le titulaire à l'Établissement au plus tard dans les quinze jours calendaires suivant la date de fin de validité de l'attestation initiale.

De façon générale, pendant toute la durée d'exécution du marché, sur demande de l'Établissement, le titulaire sera tenu de lui remettre une attestation d'assurance émanant d'une compagnie d'assurance notoirement solvable dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la demande de l'Établissement.

Le titulaire sera seul responsable des contraventions aux lois et règlements résultant de son exécution des prestations et ne pourra exercer aucun recours contre l'Établissement en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou ses ouvriers.

Le titulaire aura notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles en vigueur (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Il sera tenu sous sa responsabilité, dans le cadre des prestations faisant l'objet du présent marché, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises en matière de prévention des accidents, pour son propre personnel, pour le personnel de l'Établissement et pour les tiers. Il demeurera responsable de ces accidents et il sera tenu, en outre, de garantir l'Établissement de toute action qui serait dirigée contre lui pour des faits de cette nature.

## **ARTICLE 16 : PÉNALITÉS**

Le présent article déroge aux dispositions de l'article 14 du CCAG/TIC.

Le montant des pénalités éventuellement dues par le titulaire en cas de défaillances de sa part dans l'exécution des prestations sera soit facturé séparément au titulaire, soit déduit du montant d'une facture du titulaire.

Les différentes pénalités listées au présent article pourront être appliquées sur simple constatation par l'Établissement du retard ou de l'infraction commise, sans mise en demeure préalable de la part de l'Établissement. Ces pénalités pourront se cumuler entre elles et aucun montant plafond de celles-ci ne sera applicable.

### **16.1 – Pénalités de retard**

En cas de retard du titulaire dans l'exécution des prestations, une pénalité financière forfaitaire de deux cent-cinquante euros (250 €) par jour de retard dûment constaté par l'Établissement, pourra être appliquée au titulaire.

Au-delà de trente (30) jours calendaires de retard constatés, l'Établissement se réservera la possibilité de confier à un autre prestataire l'exécution de la partie des prestations non effectuée, aux frais et risques du titulaire, conformément aux dispositions de l'article 25 ci-après.

Une telle procédure ne sera pas exclusive de toute demande de dommages et intérêts pouvant être intentée à l'encontre du titulaire du fait du préjudice subi par l'Établissement.

Au-delà de soixante (60) jours calendaires de retard constatés, l'Établissement se réservera la possibilité de prononcer, aux torts exclusifs du titulaire, la résiliation du présent marché.

Une telle procédure ne sera pas non plus exclusive de toute demande de dommages et intérêts pouvant être intentée à l'encontre du titulaire du fait du préjudice subi par l'Établissement.

### **16.2 – Pénalités pour exécution partielle ou mauvaise exécution**

Le titulaire pourra encourir une pénalité financière forfaitaire de cent-cinquante euros (150 €) en cas d'exécution partielle ou de mauvaise exécution d'une prestation objet du marché, dûment constatée par l'Établissement.

Si le titulaire n'exécute pas totalement ou correctement ladite prestation dans un délai de sept (7) jours calendaires après simple communication d'un constat par l'Établissement au titulaire par voie électronique, l'Établissement pourra également appliquer au titulaire une pénalité financière forfaitaire d'un montant de cent euros (100 €) pour chaque exécution partielle ou mauvaise exécution constatée et par jour de retard suivant le délai de sept (7) jours, visé ci-dessus.

En cas d'exécutions partielles ou de mauvaises exécutions répétées, l'Établissement se réservera la possibilité de confier à un autre prestataire l'exécution de certaines prestations aux frais et risques du titulaire. L'Établissement pourra également décider dans ce cas de prononcer, aux torts exclusifs du titulaire, la résiliation du présent marché.

### **16.3 – Pénalités pour défaut de déclaration de sous-traitants**

Le titulaire pourra encourir, pour chaque manquement à l'obligation de déclaration préalable de sous-traitant, une pénalité financière forfaitaire de trois cents euros (300 €) par infraction constatée par l'Établissement.

Si le titulaire ne transmet pas à l'Établissement la déclaration préalable de sous-traitant dans un délai de sept (7) jours calendaires après simple communication d'un constat par l'Établissement par voie électronique, ce dernier pourra également appliquer au titulaire une pénalité financière forfaitaire d'un montant de cent euros (100 €) par déclaration manquante et par jour de retard dans la remise du document suivant le délai de sept (7) jours, visé ci-dessus.

La présente pénalité ne sera pas exclusive de la mise en œuvre par l'Établissement de la résiliation du présent marché.

### **16.4 – Pénalités pour non-rédaction d'un rapport d'intervention et/ou non remise de documents prévus au marché**

Le titulaire pourra encourir pour chaque manquement constaté par l'Établissement à cette obligation contractuelle, une pénalité financière forfaitaire de deux cents euros (200 €).

Si le titulaire ne transmet pas à l'Établissement les documents manquants dans un délai de sept (7) jours calendaires après une mise en demeure notifiée par l'Établissement au titulaire par voie électronique, l'Établissement pourra également appliquer au titulaire une pénalité financière forfaitaire d'un montant de cent euros (100 €) par document manquant et par jour de retard dans la remise du document suivant le délai de sept (7) jours, visé ci-dessus.

### **16.5 – Pénalités pour non-remise des attestations d'assurance et/ou des documents fiscaux et sociaux**

Le titulaire pourra encourir, pour chaque manquement constaté par l'Établissement à cette obligation contractuelle, une pénalité financière forfaitaire de cent euros (100 €).

Si le titulaire ne transmet pas à l'Établissement les attestations manquantes dans un délai de sept (7) jours calendaires après simple communication d'un constat par l'Établissement au titulaire par voie électronique, l'Établissement pourra également appliquer au titulaire une pénalité financière forfaitaire d'un montant de cent euros (100 €) par attestation manquante et par jour de retard dans la remise du document suivant le délai de sept (7) jours, visé ci-dessus.

### **16.6 – Pénalité pour retard dans la désignation d'un responsable technique**

En cas de retard pour la désignation par le titulaire de son représentant (responsable technique), conformément aux délais prévus à l'article 2.2 du présent CCAP, le titulaire encourra une pénalité financière forfaitaire de deux cents euros (200 €) par jour de retard constaté par l'Établissement.

### **16.7 – Pénalité pour non-respect de l'obligation de confidentialité**

En cas de non-respect de l'obligation de confidentialité prévue au présent CCAP, le titulaire encourra une pénalité financière forfaitaire de deux mille euros (2 000 €) par infraction constatée par l'Établissement.

## **ARTICLE 17 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

### **17.1 – Retenue de garantie**

Le titulaire est dispensé de constituer une retenue de garantie.

## **17.2 – Avance**

Les dispositions de l'article A.11.1 du CCAG/TIC s'appliqueront (avance, option A).

Si le montant initial du marché (montant de la part forfaitaire ou montant d'un bon de commande) excède la somme de cinquante mille euros hors taxe (50 000,00 € HT), une avance, telle que prévue aux dispositions des articles L. 2191-2 et R. 2191-3 du code de la commande publique, sera versée au titulaire, sauf si celui-ci y renonce dans l'acte d'engagement.

Son montant en prix sera égal à cinq pour cent (5 %) du montant toutes taxes comprises de la part forfaitaire ou du montant hors taxe de ladite commande ou à vingt pour cent (20 %) si le titulaire est une petite ou moyenne entreprise (PME) au sens de la commande publique.

Si une partie du marché est sous-traitée, le montant initial du marché sera diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

## **ARTICLE 18 : DÉMARRAGE DES PRESTATIONS – FIN DE MARCHÉ**

### **18.1 – Phase de démarrage**

Dès la notification du présent marché, le titulaire et l'Établissement conviendront d'une réunion de lancement pour la mise en place des prestations objet du marché.

### **18.2 – Fin de marché**

À l'achèvement du marché, le titulaire devra transmettre l'ensemble des documents qui seront demandés par l'Établissement et tels que visés au présent CCAP et au CCTP (qui n'auraient pas déjà été remis à l'Établissement en cours d'exécution du marché), dans les délais indiqués, sauf à encourir les pénalités décrites à l'article 16 ci-dessus.

## **ARTICLE 19 : DÉFINITION DES RÉSULTATS ET CONNAISSANCES ANTÉRIEURES**

### **19.1 – Définitions**

Conformément aux dispositions de l'article 43.1 du CCAG/TIC, les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés par le titulaire dans le cadre des prestations du marché, tels que, notamment, les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques, dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Les résultats comprennent les éléments réalisés par le titulaire dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'acheteur en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent marché.

Les connaissances antérieures désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux résultats et/ou sont fournis pour répondre aux besoins de l'acheteur dans le cadre d'une prestation intellectuelle et qui appartiennent à l'acheteur, au titulaire ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence, mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment du marché, tels que notamment les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques, noms de domaine et autres signes distinctifs, les dessins ou modèles, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de

protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Conformément à l'article 43.3 du CCAG/TIC, les connaissances antérieures standards désignent les connaissances antérieures conçues pour être fournies à plusieurs acheteurs en vue de l'exécution d'une même fonction, tels que les logiciels standards et les autres contenus proposés sous licence standard.

## **19.2 – Régime des connaissances antérieures**

### **19.2.1 – Régime général des connaissances antérieures et connaissance antérieures standards**

Conformément aux dispositions de l'article 44 du CCAG/TIC, la conclusion du présent marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures et aux connaissances antérieures standards.

L'Établissement et le titulaire restent titulaires, chacun en ce qui les concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures. Ils conservent leurs droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards incorporées dans les résultats, en ce compris leur savoir-faire.

Si le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, le titulaire devra les avoir expressément identifiées dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution du marché, avant toute intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure ou d'une connaissance antérieure standard non prévue dans l'offre.

Le titulaire s'engage à préciser expressément et par écrit à l'Établissement l'ensemble des éléments nécessaires à l'utilisation par l'Établissement des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards incorporées par le titulaire dans les résultats.

Pour les connaissances antérieures standards, il précisera en outre :

- Les informations relatives au donneur de licence ;
- Les conditions de la licence ;
- Pour les connaissances antérieures standards logicielles sous licence propriétaire, les conditions de maintenance corrective, adaptative et évolutive ;
- Pour les logiciels standards sous licence propriétaire qui seraient difficilement remplaçables, les mesures le cas échéant mises en place pour préserver les droits de l'Établissement (séquestre des codes sources par exemple).

À défaut d'identification expresse en tant que connaissance antérieure (standard ou non) dans l'offre ou en cours d'exécution du marché, tout élément livré en exécution du marché est réputé être un résultat. Dans cette hypothèse, le titulaire peut choisir de remplacer l'élément concerné à ses frais afin qu'il soit compatible avec le régime des résultats.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel, est seul responsable de l'analyse et du respect du régime juridique des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards qu'il intègre dans le cadre du marché.

### **19.2.2 – Stipulations spécifiques aux connaissances antérieures et connaissances antérieures standards**

Les dispositions de l'article 45 du CCAG/TIC s'appliquent.

## **ARTICLE 20 : DROITS DE PROPRIÉTÉ MATÉRIELLE ET INTELLECTUELLE AFFÉRENTS AUX RÉSULTATS**

## **20.1 – Propriété matérielle des résultats**

L'ensemble des résultats des prestations objet du présent marché (ci-après également désignés « les résultats ») deviendront, dès livraison à l'Établissement, la propriété matérielle exclusive de l'Établissement.

## **20.2 – Propriété intellectuelle des résultats**

Dans le cadre du présent marché, les dispositions des article 43 à 46 du CCAG/TIC sont applicables.

## **ARTICLE 21 : GARANTIE SUR LES DONNÉES**

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des exigences prévues au présent article et à les faire respecter à tous les éventuels fournisseurs et/ou sous-traitants auxquels il pourrait avoir recours pour la réalisation des prestations objet du présent marché.

Toutes les données provenant de l'Établissement et toutes les données saisies, incorporées et générées dans la solution logicielle sont et demeurent la propriété exclusive de l'Établissement.

Une partie des données transférées par l'Établissement et le titulaire dans la solution logicielle constitue des données à caractère personnel, tant au sens de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, qu'au sens du Règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, entré en application le 25 mai 2018, ci-après « RGPD ».

Ainsi, le titulaire s'engage, en qualité de sous-traitant au sens du RGPD à se conformer strictement aux dispositions prévues par la loi et le règlement susmentionnés et en particulier à leurs dispositions relatives à la sécurité de ces données. Il accepte notamment les clauses contractuelles types jointes au présent CCAP en Annexe 1, qu'il aura préalablement complétées avec diligence et bonne foi.

Le titulaire s'engage plus généralement à respecter l'ensemble de la législation relative à la protection des données à caractère personnel, telle qu'elle est applicable à la délivrance du présent marché et telle qu'elle évoluera.

### **21.1 – Non-usage et confidentialité des données**

**21.1.1.** Le titulaire ne doit traiter les données (y compris les données à caractère personnel) étant transférées par l'Établissement dans la solution logicielle que pour le compte exclusif de l'Établissement et selon les seules instructions de l'Établissement.

Aucun usage des données transférées dans la solution logicielle ne peut être réalisé par le titulaire sans autorisation préalable et écrite de l'Établissement.

Le titulaire sera seul responsable des conséquences (en particulier juridiques et financières) d'actions qu'il aurait réalisées sur les données transférées dans la solution logicielle et qui ne résulteraient pas de demandes et instructions expresses de l'Établissement.

Par ailleurs, en cas de demande émanant d'une personne concernée par des données à caractère personnelles transférées dans la solution logicielle et qui serait reçue directement par le titulaire, il est entendu que seul l'Établissement est habilité à répondre à la personne concernée et à réaliser des modifications ou des suppressions de ces données. Le titulaire devra donc transmettre sans délai à l'Établissement toute demande qu'il recevrait directement de la part de personnes concernées par des données de l'Établissement contenues dans la solution logicielle.

**21.1.2.** L'accès aux données par le personnel du titulaire ne doit être rendu possible qu'aux seules personnes dont l'intervention est nécessaire à l'exécution des prestations du marché.



Le titulaire ne doit pas divulguer les données transférées par l'Établissement dans la solution logicielle à un tiers sans l'accord préalable et écrit de l'Établissement.

Le titulaire garantit également à l'Établissement que les membres de son personnel ayant accès aux données transférées par l'Établissement dans la solution logicielle ne font aucune utilisation de celles-ci ni ne les divulguent à quiconque sans autorisation préalable et écrite de l'Établissement.

Le titulaire garantit l'Établissement contre tout recours relatif à des données personnelles dirigé contre l'Établissement et lié à une défaillance du titulaire et de ses personnels.

### **21.2 – Garantie de sécurité des données**

Les données transférées par l'Établissement dans la solution logicielle contenant des données à caractère personnel, le titulaire s'engage à garantir à l'Établissement un très haut niveau de sécurité sur les données.

Le titulaire doit ainsi garantir tant la sécurité physique (locaux sécurisés, accès restreints aux serveurs...) que la sécurité informatique (sauvegardes, accès sur authentification aux données...) des données transférées dans la solution logicielle.

Le titulaire devra mettre en œuvre les mesures techniques et d'organisation appropriées pour protéger les données (en particulier à caractère personnel) contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisés, notamment si le traitement comporte des transmissions de données dans un réseau, ainsi que contre toute autre forme de traitement illicite.

Ces mesures doivent assurer, compte tenu de l'état de l'art, un niveau de sécurité approprié au regard des risques présentés par le traitement et de la nature des données à protéger.

En cas de faille de sécurité induisant une fuite de données constatée par le titulaire, il s'engage à notifier l'existence de cette faille de sécurité sans délai à l'Établissement et à y apporter une réponse en urgence, dans les plus brefs délais (au maximum dans les quarante-huit [48] heures).

Le titulaire ne réalisera aucune communication publique sur ladite faille de sécurité sans autorisation préalable et écrite de l'Établissement ; seul l'Établissement sera habilité à alerter les personnes éventuellement concernées par les données ayant fuité si cela s'avère nécessaire.

Le titulaire garantit l'Établissement contre toute action ou tout recours, en particulier de la part de personnes concernées par des données à caractère personnel, qui serait lié à un défaut de sécurité sur le stockage et/ou la sécurisation des données que l'Établissement aura transférées dans la solution logicielle. Le titulaire sera seul responsable des litiges relatifs à des données personnelles nés de défaillances de sécurité de la solution logicielle.

### **21.3 – Réversibilité**

Au plus tard trois (3) mois avant l'échéance du présent marché, le titulaire s'engage à remettre à l'Établissement sans supplément de prix l'ensemble des données, propriétés de l'Établissement, transférées dans la solution logicielle sous forme de fichiers structurés (« CSV », « XML » ou autre) lisibles par l'Établissement et conformément aux dispositions de l'article 6.2 du CCTP.

Au terme du marché et après avoir réalisé le transfert des données en faveur de l'Établissement susmentionné, le titulaire sera dans l'obligation de supprimer de ses systèmes et serveurs toutes les données, métadonnées et documents (sous toutes leurs formes) propriété de l'Établissement lui ayant été transférées par l'Établissement dans le cadre du présent marché.

### **21.4 – Hébergement des données de la billetterie en ligne**

Compte tenu de la nature des données transférées par l'Établissement dans la solution logicielle dans le cadre du présent marché (contenant des données à caractère personnel) et des nécessités

fortes de sécurité qui en découlent, le titulaire s'engage à ce que les données transférées par l'Établissement dans la solution logicielle ne soient ni stockées ni transférées, même temporairement, dans des pays tiers de l'Union européenne.

Ainsi, le titulaire s'engage à ce que la solution logicielle, au sein de laquelle auront été transférées et stockées les données de l'Établissement, ne soit pas hébergée dans un pays situé en dehors de l'Union européenne.

Le lieu d'hébergement de la solution logicielle et des données associées devra avoir été indiqué par le titulaire dans son mémoire technique. Les éléments permettant à l'Établissement de s'assurer du respect des clauses indiquées à ce sujet dans le présent CCAP seront décrits dans le mémoire technique du titulaire.

En cas de changement d'hébergeur, l'Établissement devra en être informé au moins trois (3) mois avant par le titulaire et ce dernier devra apporter à l'Établissement toutes les garanties permettant de respecter les clauses du présent marché.

## 21.5 – Audits

L'Établissement est assujéti à une obligation de sécurité renforcée lorsque des données à caractère personnelles sont traitées dans des systèmes d'information à son initiative et qu'il est responsable du traitement de ces données à caractère personnel.

Dans ce cadre, l'Établissement pourra diligenter chaque fois que cela sera nécessaire des audits de sécurité, totaux ou partiels, de la solution logicielle et des serveurs sur lesquels elle est hébergée et des modalités de sa sécurisation par le titulaire.

Le titulaire s'engage à donner la possibilité à l'Établissement ou à une société mandatée par lui, de pouvoir réaliser des missions d'audits de la solution logicielle et des modalités de sa sécurisation, tels que décrits ci-dessous, à sa convenance.

- Audit technique boîte « noire » : Cet audit technique a pour but d'identifier par des tests de vulnérabilités et d'intrusion la sécurité d'un système cible depuis des zones publiques (interne ou externe de l'Établissement). L'auditeur ne dispose d'aucune information préalable sur la cible auditée. La ou les cibles de l'audit peuvent être indifféremment des composants matériels ou logiciels.
- Audit technique boîte « grise » : Cet audit technique a pour but d'identifier par des tests de vulnérabilité et d'intrusion la sécurité d'un système cible. L'auditeur dispose de droits « utilisateur » du système audité. La ou les cibles de l'audit peuvent être indifféremment des composants matériels ou logiciels.
- Audit technique boîte « blanche » : Cet audit technique doit permettre d'analyser la sécurité d'un système en ayant des droits avancés et en bénéficiant de toutes informations disponibles sur l'infrastructure auditée. L'auditeur ne pouvant pas disposer des droits avancés, le titulaire (ou son mandataire) doit pouvoir accueillir l'auditeur et suivre ses indications pour exécuter les opérations relatives à l'audit. Le ou les cibles de l'audit peuvent être indifféremment des composants matériels ou logiciels. Dans tous les cas, ce type d'audit n'aura pas lieu plus d'une fois par an.

En cas de mise en évidence de failles de sécurité lors de ces audits, ces failles ainsi que leur criticité seront communiquées au titulaire du marché.

Le titulaire sera dans l'obligation de corriger, dans les plus brefs délais, convenus avec l'Établissement, les vulnérabilités détectées qui lui seront signalées, en incluant automatiquement les corrections des autres occurrences des mêmes erreurs de programmation sur l'ensemble de la chaîne non forcément auditée. Ces corrections seront réalisées aux frais exclusifs du titulaire.

En cas de non-résolution des failles de forte criticité identifiées dans le délai convenu avec l'Établissement, ce dernier pourra résilier le présent marché.

## **ARTICLE 22 : SOUS-TRAITANCE**

Il sera fait application de l'article 3.6 du CCAG/TIC.

Le titulaire sera habilité à sous-traiter l'exécution de certaines prestations du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant par l'Établissement pour des prestations d'un montant égal ou supérieur à six cents euros toutes taxes comprises (600 € TTC).

Le titulaire du présent marché qui voudrait sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations devra demander à l'Établissement d'accepter, préalablement à tout commencement d'exécution, chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement par l'Établissement, ce dernier notifiera au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché devra faire connaître à l'Établissement le nom et les coordonnées (adresse électronique et téléphone) de la personne physique habilitée à représenter le ou les sous-traitant(s).

Le titulaire engagera sa responsabilité auprès de l'Établissement en cas de non-déclaration préalable à tout commencement d'exécution de prestations du ou des sous-traitants au(x)quel(s) il souhaite faire appel.

Le titulaire encourra également dans ce cas une pénalité financière, telle que visée à l'article 16 ci-dessus.

## **ARTICLE 23 : SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE**

Conformément aux dispositions des articles R. 2143-7, R. 2343-9 et R. 3123-18 du code de la commande publique et aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique, le titulaire s'engage à fournir à l'Établissement, tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les attestations et certificats démontrant qu'il ne rentre dans aucun des cas d'exclusion des marchés publics prévus au code de la commande publique et qu'il respecte l'ensemble des obligations fiscales et sociales lui étant applicables.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire, le titulaire s'exposera à l'application d'une pénalité financière à son encontre, conformément aux dispositions de l'article 16 du présent CCAP.

Le marché pourra également être résilié aux torts exclusifs du titulaire en cas de non-remise de ces documents, sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

## **ARTICLE 24 : RÉSILIATION**

### **24.1 – Principes et conditions de la résiliation**

Outre les cas prévus aux articles 47 à 52 du CCAG/TIC, le présent marché pourra être résilié, aux torts exclusifs du titulaire, en raison de défaillances du titulaire jugées incompatibles avec la bonne exécution des prestations objet du présent marché et en particulier :

- En cas de refus du titulaire d'exécuter les prestations conformément aux dispositions du marché (en particulier du CCTP) ou de mauvaises exécutions (non conformes) répétées,
- En cas d'exécutions partielles des prestations objet du marché, mettant ou non en danger le bon fonctionnement de l'Établissement,

- En cas de non-respect des délais d'exécution des prestations objet du marché (ces délais étant notamment fixés dans le CCTP et les bons de commande),
- En cas de non remise des attestations et documents prévus à l'article 23 du présent CCAP et R. 324-4 du code du travail ;
- En cas de non-résolution de failles de forte criticité identifiées dans le délai convenu avec l'Établissement, telle que prévu à l'article 21.5 ci-dessus.

Par ailleurs, le présent marché sera également résiliable par l'Établissement, à tout moment et pour motif d'intérêt général, qu'il y ait ou non faute du titulaire, par une décision de résiliation en respectant un délai de préavis de six (6) mois à compter de la date de la décision.

Dans ce cas, et par dérogation à l'article 51 du CCAG/TIC, aucune indemnisation ne sera versée au titulaire en compensation de son éventuel préjudice.

Enfin, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du code du travail, le présent marché sera résilié aux torts du titulaire.

## **24.2 – Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire à l'encontre du titulaire du présent marché, devra être notifié immédiatement à l'Établissement par le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception comprenant les noms et coordonnées des administrateurs et liquidateurs désignés. Il devra en être de même de tout jugement ou décision de justice susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'Établissement adressera alors à l'administrateur ou au liquidateur désigné une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché sera prononcée par l'Établissement. Ce délai d'un mois pourra être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prendra effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois visé ci-dessus.

## **ARTICLE 25 : EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

Conformément aux dispositions de l'article 54 du CCAG/TIC, en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire par décision de l'Établissement, ce dernier se réservera le droit de faire exécuter les prestations objet du marché aux frais et risques du titulaire.

Une exécution aux frais et risques du titulaire pourra en particulier être réalisée sur décision de l'Établissement en cas de :

- Retard constaté de plus de trente (30) jours calendaires dans les délais d'exécution des prestations,
- Refus d'exécuter les prestations conformément aux dispositions du marché ou non-conformité répétée dans l'exécution des prestations par le titulaire,
- Exécutions partielles ou mauvaises exécutions répétées des prestations objet du marché, mettant ou non en danger le bon fonctionnement de l'Établissement.

L'Établissement pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations objet du marché aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du présent marché prononcée aux torts du titulaire dans les cas précisés à l'article 16 ci-dessus.

S'il n'est pas possible à l'Établissement de se procurer dans des conditions acceptables des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue au présent marché, il pourra y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié ne sera pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il devra cependant fournir toutes les informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par l'Établissement.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du présent marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, sera à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profitera pas.

## **ARTICLE 26 : ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS**

L'Établissement ayant reçu les labels « Diversité » et « Égalité », il accorde une importance aux questions d'égalité et de diversité professionnelles et s'est engagé dans une démarche de respect de ces valeurs.

Il souhaite en conséquence que ses cocontractants se soucient également de ces valeurs.

L'Établissement s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, comme notamment :

- Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion des ressources humaines ;
- Un plan d'actions pluriannuel afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. L'Établissement s'engage ainsi à lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, l'Établissement souhaite mobiliser ses cocontractants afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

Compte tenu de cette ambition, il sera demandé au titulaire de tout marché public conclu avec l'Établissement de remplir au moment de la signature du marché le questionnaire « Égalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par l'Établissement.

Ce questionnaire ne sera exigé que du seul titulaire du marché. Il prendra la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse lui sera communiquée au moment de l'attribution du marché.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à renseigner à nouveau le questionnaire en cours d'exécution du marché si l'Établissement lui en fait la demande. Celle-ci pourra intervenir par exemple à la date anniversaire de la notification du marché si ce dernier est pluriannuel, ou un mois avant l'échéance du marché. Le représentant de l'Établissement comparera alors la situation décrite à celle présentée initialement.

## **ARTICLE 27 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS**

Conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 et suivants du code de la commande publique, en cas de différend concernant l'exécution du présent marché, l'Établissement et le titulaire peuvent recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs au présent marché, dans des conditions fixées par décret.

Les comités consultatifs de règlement amiable ont pour missions de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Le médiateur des entreprises agira comme tierce partie, sans pouvoir décisionnel, afin d'aider les parties, qui en ont exprimé la volonté, à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

La saisine du médiateur des entreprises ou d'un comité consultatif de règlement amiable n'interrompra pas le cours des différentes prescriptions et les délais de recours contentieux jusqu'à la notification du constat de clôture de la médiation ou la notification de la décision prise par l'Établissement sur l'avis du comité.

En cas de règlement amiable impossible, les contestations qui pourraient s'élever au sujet de l'exécution du marché seront jugées par le Tribunal administratif de Paris.

## **ARTICLE 28 : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

L'article 8.2 (confidentialité) du présent CCAP déroge à l'article 5.1 du CCAG/TIC.

L'article 8.3 (protection de la main-d'œuvre) du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG/TIC.

L'article 10.1 (installation & mise en ordre de marche) du présent CCAP déroge aux dispositions de l'article 23 du CCAG/TIC.

L'article 10.2.3 (présence du titulaire) du présent CCAP déroge à l'article 24.3 du CCAG/TIC.

L'article 10.3.4 (vérification de service régulier [VSR]) du présent CCAP déroge pour partie aux dispositions de l'article 32.4 du CAG/TIC.

L'article 15 (responsabilité assurance) du présent CCAP déroge à l'article 9 du CCAG/TIC.

L'article 16 (pénalités) du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG/TIC.

L'article 24 (résiliation) du présent CCAP déroge aux articles 47 à 52 du CCAG/TIC.

L'article 25 (exécution aux frais & risques du titulaire) du présent CCAP déroge à l'article 54 du CCAG/TIC.